

## L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 3 NOVEMBRE, 1870.

## LA SESSION.

Les Chambres de Québec s'ouvrent aujourd'hui. Nous ne connaissions pas le discours du trône au moment de mettre sous presse, et rien d'officiel n'avait transpiré dans la presse. Mais l'on sait à peu près quels sujets provoqueront l'éloquence de nos Députés; il y en a surtout deux qui soulèveront des tempêtes: le Code municipal et les octrois aux Chemins de fer.

Il y a déjà deux ans que l'on travaille à améliorer nos lois municipales; le projet de code déjà publié n'est pas millionnaire et ne répond pas à l'attente que semblaient légitimer les travaux faits. Au fond, ce résultat n'est que naturel; les lois municipales forment tout un système se rattachant à l'une des branches les plus importantes du droit public privé: le droit municipal est non seulement le pouvoir administratif délégué, mais c'est encore et par-dessus tout la grande école parlementaire dans les pays constitutionnels. La tâche des députés était donc tout à la fois très-difficile et très-importante. Un code de cette nature ne peut être l'œuvre durable d'une Chambre, quels que soient le bon vouloir et les capacités de quelques uns de ses membres: c'est une vérité reconnue par les plus grands législateurs. Un code, c'est la réunion en règles fixes, concises et très peu nombreuses de tout un corps de législation, de vieilles lois et d'usages consacrés par le temps, les mœurs et une jurisprudence invariable. Un travail de ce genre, qui touche au droit public et au droit civil, exige évidemment plus de temps, d'aptitudes et de connaissances spéciales que peut fournir une assemblée populaire même la mieux douée.

Il faudra probablement finir par où l'on aurait dû commencer: confier cette codification à une commission de juristes, d'hommes de loi capables et parfaitement au fait des besoins comme des habitudes des campagnes. Si l'on veut un code qui reste et qui ne soit pas un nid à procès par le trop grand nombre de ses dispositions indigestes, c'est ce moyen qu'il faut employer pour réussir.

Nombreuses vont être les attaques dirigées contre le trésor de M. Robertson et les terres de M. Beaubien: il nous faut des chemins de fer et il nous faut l'aide du gouvernement pour les faire. On connaît notre opinion sur le sujet. Il n'y a pas moyen de sortir de là et le cabinet de Québec devra s'exécuter: au reste, il comprend parfaitement la situation et les immenses bénéfices que la population retirera des voies ferrées et il est disposé à aller jusqu'aux limites de l'impossible pour favoriser cet élan. Mais il ne serait pas bon de le harceler par des demandes inopportunes et trop pressantes. Il a toujours suspendu sur sa tête cette fameuse question de l'arbitrage, qui le tient dans la gêne et dans une incertitude désolante. Et cette incertitude nuira d'autant plus à ses bonnes dispositions qu'il n'en est nullement responsable: ce n'est pas lui qui a nommé le Colonel Gray et il a fait tout ce qu'il devait faire pour neutraliser l'effet désastreux de la malhonnêteté de l'arbitre fédéral. Aussi, là-dessus, doit-il compter sur l'appui unanime de la Chambre; elle ne pourra que sanctionner le passé et s'unir cordialement au gouvernement pour adopter en commun la résolution énergique et violente de résister par tous les moyens à toute tentative que voudrait faire le gouvernement fédéral d'exécuter la sentence inique rendue par un tribunal tronqué et dont l'un des membres a reçu un certificat de voleur de la part même du Haut-Canada.

Nous commencerons, dans notre prochaine édition, une revue parlementaire dans le genre de celle que nous avons faite pour les Communes et dans laquelle seront analysés et impartialement appréciés les travaux et les discours de la semaine.

J. A. MOUSSEAU.

## REVUE ÉTRANGÈRE.

Encore un coup terrible pour l'honneur de la France! Metz est tombé! Bazaine, l'héroïque Bazaine vient de capituler avec 150,000 hommes. Après Sedan! Metz! après Metz, Paris! sans doute.

Depuis plusieurs jours on parlait de négociations entre le roi de Prusse, l'impératrice et Bazaine; on disait que le résultat de ces négociations avançait rapidement et qu'il serait bientôt connu. On savait aussi que Bazaine refusait de reconnaître le gouvernement provisoire et qu'il gardait son armée pour la dynastie napoléonienne.

Voici quelles sont les circonstances de la honteuse capitulation de Metz.

L'impératrice ayant déclaré qu'elle ne voulait pas entendre parler de paix tant qu'il serait question de cession de territoire, le maréchal déclara qu'il en prendrait lui-même la responsabilité.

Cela se passait mercredi. Il envoya un parlementaire au prince Frédéric Charles, avec qui il eut une entrevue dans la nuit et régla les conditions de la capitulation. Elle serait basée sur l'entente que la Prusse accepterait comme une compensation suffisante la possession de Metz et de Strasbourg et qu'elle conclurait la paix à ces conditions.

Beaucoup de journaux croient que tout cela a été réglé entre le roi de Prusse, l'impératrice Eugénie et Bazaine.

Le gouvernement lançait, après avoir appris cette nouvelle, la proclamation suivante:

« Français, élevez votre esprit et votre courage à la hauteur des dangers qui ont fondu sur le pays; il ne tient qu'à nous de nous élever au-dessus de nos malheurs et de montrer que nous sommes encore un peuple grand au milieu de l'adversité. Metz a capitulé, Bazaine nous a trahis; il s'est fait l'agent de l'homme de Sedan, et le complice de l'envahisseur de notre territoire. Il a donné à l'ennemi, 20,000 blessés, des fusils, des canons, ses drapeaux et la plus forte forteresse de la France. Un tel crime est plus bas que les punitions de la justice même.

Français, vous avez été soumis pendant 20 ans à ce règne impérial qui a arrêté l'élan, diminué la grandeur de l'armée, il l'a dépouillée de son caractère national; la France est devenue sans le savoir l'instrument de la tyrannie et du despotisme et de la servitude, et elle a été écrasée malgré l'héroïsme de ses soldats, par la trahison de leurs chefs. Il est temps de se relever, et de réaffirmer nos droits; que la France ne soit pas vue hésitant pour sa défense, nous sommes prêts aux sacrifices; jurons de ne jamais nous rendre à l'ennemi tant que nos pieds fouleront un pouce de ce sol sacré; portons avec fermeté la glorieuse bannière de la révolution Française; notre cause est celle de la justice et de la paix. Prouvons que nous pouvons nous-mêmes maintenir l'honneur, l'indépendance et l'intégrité, et tout ce qui constitue une nationalité. Longue vie à la République, une et indivisible.

Signé, CRÉMER, — GLAIS-BIZON, — GAMBETTA.

Cette proclamation a été affichée dans les rues. Le peuple s'attroupe et discute la trahison de Bazaine, et murmure des imprécations contre Napoléon.

Un courrier expédié par Bazaine est arrivé aujourd'hui; il exprime un grand étonnement concernant la capitulation, mais il dit que les provisions étaient épuisées.

Les raisons que donne Bazaine pour se justifier ne paraissent pas fondées si l'on croit la dépêche qui annonce que M. Coffinières, commandant de la garnison à Metz, refusait de se rendre en disant qu'il pouvait soutenir le siège pendant plusieurs semaines encore.

D'ailleurs il est un fait incontestable, c'est qu'on n'a jamais vu pareil spectacle. On a souvent vu trois ou quatre milliers de Français cernés de toutes parts se faire un chemin à travers 40 à 50,000 hommes. Mais on n'a jamais vu cent mille soldats français jeter leurs fusils aux pieds de leurs ennemis. En présence de ces événements douloureux, de cet enchaînement de capitulations et de défaites étranges qui semblent tous converger vers un même résultat, la chute de Paris, on ne peut s'empêcher de voir là une terrible fatalité. Si l'avenir nous réserve encore de ces spectacles humiliants, que Napoléon et la génération qu'il a fournie disparaissent le plus tôt possible pour toujours; évidemment il faut que la France soit régénérée et si le matérialisme l'a tuée, qu'elle redevienne ce qu'elle était par la foi. En attendant la république, profite de toutes ces fautes, de toutes ces humiliations infligées à la France, par l'impérialisme et elle fait son chemin à travers toutes ces ruines.

PARIS.

On s'attend au bombardement de Paris ces jours-ci. La capitulation de Metz va jeter 150,000 de plus autour de la capitale de la France. Il ne manque plus qu'une phase, la dernière dans cette guerre épouvantable, c'est que Trochu, imitant Napoléon et Bazaine se rende avec les 400,000 hommes qu'il commande et la ville de Paris toute entière. On peut s'attendre à tout et ce ne sera pas encore tout.

Le mauvais temps et la pluie ont déterminé le gouvernement à suspendre les communications en ballon. Le 19, un aérostat fixe s'est abaissé près du poste prussien de Montreuil. Enfin on l'a tiré sur Paris au-dessus de la Seine, jusqu'à Billancourt, où il a été percé par les balles, descendu par terre et pillé.

On y a trouvé un télescope, des notes précieuses et des parchemins.

Toutes les notes prises ont paru inexacts et presque sans valeur. Les aéronautes croient avoir constaté que les Prussiens n'ont pas encore pu braquer leurs canons et que la fièvre décimait les troupes dans les camps. Cette fièvre prend un caractère d'épidémie. On continue aussi de concentrer au sud et à l'ouest de Paris les principaux corps d'armée prussiens.

COMBAT DE VILLEJUIF.

Nous avons déjà parlé de cette bataille où les Français remportèrent un succès qui ranima leur courage et leur confiance ébranlés par des revers si terribles. C'était aux premiers jours de l'investissement de Paris, Trochu n'avait rien épargné pour réussir. Averti par des francs-tireurs que de grandes masses de Prussiens s'avançaient par Bourg la Reine et Villejuif pour passer entre les forts de Bicêtre et d'Ivry, le général Trochu avait fait marcher les troupes de Vinoy dans cette direction pendant la nuit. Ces troupes, opérant un mouvement tournant par Montrouge et Ivry, enveloppaient les forces ennemies, qui, cernées entre cette muraille vivante et l'artillerie des forts, sont décimées dès la pointe du jour par notre artillerie. Jusqu'à présent nous étions surpris; à leur tour maintenant.

On ne parle pas moins de 20,000 prussiens mis hors de combat. Les mitrailleuses en ont couché par terre des rangs formidables.

A neuf heures et demie, la canonnade cessa, pour reprendre vers dix heures, du côté de Meudon, avec une violence extrême! des décharges de mitrailleuses éclataient par intervalles, ébranlant l'espace.

COMBAT DE LA FLOTTE.

La flottille de la Seine a brillamment rempli son rôle, le 23 septembre. Dans l'après-midi, la flottille des canonnières de la Seine reçut l'ordre de construire à Suresnes un pont de bateaux. Il s'agissait d'établir entre le bois de Boulogne et le Mont-Valérien une communication qu'il serait facile de détruire en quelques instants si l'ennemi tentait de s'en servir lui-même pour effectuer le passage du fleuve.

Ce furent les canonnières la *Claymore* et le *Sabre* qui reçurent cette mission du ministre de la marine. — Aucun incident ne signala la descente de la Seine. Le pont de bateaux fut conduit à destination vers cinq heures du soir. Parti du Point-du-Jour, il arriva au barrage de Suresnes à la tombée de la nuit. Il est à supposer qu'à ce moment là, l'ennemi ne se trouvait pas en forces aux abords de la rivière, car il ne dirigea sur ce convoi naval ni un coup de fusil ni un coup de canon.

Mais il était à supposer que le retour des canonnières ne s'opérerait pas aussi facilement. Par mesure de prudence, le capitaine de vaisseau Thomasette, commandant en chef de la flottille, avait donné l'ordre à la *Claymore* et au *Sabre* de revenir à leur poste (île de Billancourt) pendant la nuit. Vers

dix heures, au moment où elle s'engageait sous le pont de Sèvres, la *Claymore* fut assaillie par une très-vive fusillade qui blessa grièvement l'homme de barre et coupa la droite du gouvernail.

Avant qu'on eut le temps de remplacer le blessé, frappé d'une balle en pleine poitrine, la canonnière, qui n'était plus dirigée, vint s'échouer sur la rive gauche de la Seine occupée par les prussiens.

Dans cette position critique, la *Claymore* subit pendant un quart d'heure et presque à bout portant un feu incessant, terrible, de mousqueterie et de mitraille qui perça comme un crible les plaques de tôle disposées le long des flancs du bâtiment pour protéger l'équipage. Les braves marins, qui n'en étaient pas à leur coup d'essai, ne perdirent point leur sang-froid; ils se jetèrent à plat ventre pour laisser passer cette bourrasque de fer. Le commandant Augéy Dufresne se montra lui aussi à la hauteur du péril. Calme et résolu, il fit marcher doucement sa machine de manière à pivoter sur le point fixe où la canonnière était échouée.

Et lorsque le canon de 30 qui arme la *Claymore* se trouva à peu près dans la direction d'où partait ce feu infernal il envoya à l'ennemi plusieurs volées de grosse mitraille dont l'effet fut prodigieux.

Les prussiens cessèrent immédiatement le feu et s'enfuirent. Après une heure d'efforts, la *Claymore*, remise à flot, reprit sa route vers l'île de Billancourt et le port de Javel, sans avoir été de nouveau assaillie. Il est donc évident que, ici, comme dans tous les forts défendus par la marine, le tir merveilleux de nos matelots a fait éprouver à l'ennemi des pertes sensibles.

Le *Sabre* et les deux chaloupes vedettes, qui accompagnaient la *Claymore*, avaient dû prendre part au combat avec leurs canons rayés de 12. Il est certain que leur action a puissamment contribué à arrêter les renforts que l'ennemi n'eût pas manqué de diriger des hauteurs de la Seine sur le lieu de lutte, si le tir si redoutable de nos pointeurs de marine ne lui en avait ôté l'envie. — Le succès de cette expédition fait le plus grand honneur à la flottille de la Seine.

Une lettre adressée de Paris, 24, à une personne de Lyon, et parvenue par la voie aérostatique:

« A tout hazard, mon cher ami, je t'adresse par la voie d'un ballon ces quelques lignes, qui serviront peut-être à te rassurer.

« Jusqu'à présent, tout se passe bien; hier nous avons eu une véritable bonne journée. Les Prussiens nous ont attaqués de tous les côtés à la fois, on dit que nous avons fait plusieurs prisonniers et pris une quarantaine de pièces de canon. Depuis deux heures du matin jusqu'à dix heures et demie le canon n'a pas cessé de gronder.

« Cette journée d'hier a relevé tous les courages. Si la province venait prendre les Prussiens par derrière nous en aurions vite raison.

« La population parisienne est très-déterminée et se défendra jusqu'à sa dernière cartouche.

« Je t'écris au bruit du canon, car dans ce moment on se bat très-vivement du côté de Saint-Denis.

« J'ai vu arrêter hier, sur la place du Théâtre-Français, un Prussien déguisé en femme, si grossièrement qu'il était facile de le reconnaître. On l'a empoigné aux cris: « A mort la femme à Bismark! » La population, exaspérée, l'aurait tué sur place sans l'intervention de la garde Mobile. J'espère bien qu'on en fera bonne et prompt justice.

« X. »

ROUEN ET AMIENS.—DÉPARTEMENTS DE L'EST.

On s'est battu la semaine dernière dans les environs de ces deux villes. Les Prussiens ont tenté inutilement de s'emparer des voies de communications entre ces deux villes; ils ont été repoussés sur plusieurs points.

Garibaldi continu d'organiser le sud de la France avec succès; il a remporté des avantages qui ont inspiré confiance en lui.

Le Prince Polignac qui a servi comme général de Brigade dans l'armée confédérée a obtenu un commandement important dans l'armée de Garibaldi. Il partit aussitôt pour l'est.

Une jeune femme parcourait les rues de Tours, la semaine dernière, tenant un drapeau à la main et criant qu'elle était une autre Jeanne d'Arc destinée à sauver la France. Elle prononce des discours éloquents et plusieurs centaines d'hommes se sont enrôlés sous son étendard.

NEMES.—Nous pleurons et nous sommes fiers. Un enfant du collège de L'Assomption, le capitaine Albert Rouvière, est tombé glorieusement, après s'être battu comme un lion. C'était un bel officier, fort instruit, d'un brillant avenir.

Albert Rouvière était âgé de trente-deux ans. Ancien officier d'ordonnance de l'infortuné Maximilien, empereur du Mexique, capitaine adjudant major au 7<sup>e</sup> de ligne, il allait être promu au grade de chef de bataillon, dont il faisait les fonctions à Sarrebruck et à Forbach.

A Saint-Avoid, il avait reçu le *Pain du voyage*, le *Pain des forts*, ce pain qui donne la vie et le courage, et qui transforme les chrétiens en lions pour le combat, — « après avoir fait la meilleure de ses confessions, » disait-il dans l'intimité domestique, avec cette délicatesse de pitié qui était une des distinctions de son caractère. Au soldat qui se penchait sur son corps pour recueillir son dernier souffle, il a pu dire dans un suprême effort; « Je vous prends à témoin que je meurs en soldat et en chrétien. » — *La Gazette de Joliette.*

L'*Univers* dit que le maréchal LeBœuf, dans les batailles autour de Metz, a fait preuve d'une grande témérité, cherchant à trouver la mort sur le champ de bataille. Le maréchal n'ignorait pas, paraît-il, que la France n'était pas préparée à la guerre, mais il n'a pas osé avouer la vérité à l'empereur.

UNE HÉROÏNE.—On lit dans le *Republicain* de Clermont-Ferrand:

« Nous sommes heureux d'avoir à enregistrer un fait qui ne déparerait pas le bon temps de notre première République.

« Hier, M. et Mme X..., de Clermont, ont signé tous deux, sur les registres de la mairie de Clermont, leur engagement dans la compagnie de francs-tireurs actuellement en formation dans notre ville.

« Mme X... n'a pas hésité à suivre son mari dans une entreprise aussi périlleuse. Ce qui indique de sa part une décision prise après mûre réflexion, c'est qu'elle s'exerce depuis le commencement de la guerre, aux longues marches et au manquement des armes.

« Mme X... d'après l'affirmation de son mari, est de première force au tir à la carabine.

« Est-ce que le temps des héroïnes reviendrait? »